

RAPPORT ANNUEL DU REPRESENTANT DUCONSEIL SUPERIEUR

Au 1er janvier 1983, les effectifs scolaires s'élevaient à 11.547 élèves, ce qui constitue une augmentation de 139 élèves par rapport au 1er janvier 1982. L'augmentation est sensible à Bruxelles I, à Bruxelles II, à Culham et à Munich. Elle résulte donc surtout du développement des nouvelles Ecoles européennes. A l'Ecole européenne de Varese et à l'Ecole européenne de Nol, la diminution des effectifs se poursuit.

Il convient de remarquer que comme l'année précédente l'augmentation globale des effectifs ne concerne que l'enseignement secondaire. Dans le cycle primaire on a enregistré une régression des effectifs qui touche les Ecoles européennes de Nol, de Varese et de Bergen. A l'école maternelle, le nombre d'élèves est stable pour l'ensemble des Ecoles européennes.

Les chiffres relatifs au nombre total d'élèves des Ecoles européennes laissent apparaître une légère progression de l'ordre de 2 %. Ce mouvement de la population scolaire est proche de celui qui a été enregistré au cours des dernières années. Les chiffres globaux pour l'ensemble des Ecoles européennes ne font donc apparaître aucun problème. Mais si on examine la situation école par école, l'évolution reste préoccupante dans certaines Ecoles européennes. Le Comité pédagogique a chargé un groupe de travail d'analyser la situation école par école et de lui soumettre des suggestions pour enrayer le développement actuel dans les écoles et les sections linguistiques où la régression des effectifs se poursuit.

Répartition des élèves par cycle d'études
au 1er janvier 1975

	<u>Internat</u>	<u>Primaire</u>	<u>Secondaire</u>	<u>Total</u>
Luxembourg	263	1.062	1.033	2.358
Bruxelles I	152	521	1.052	2.575
Bruxelles II	434	751	209	1.394
Nol	51	276	362	689
Varèse	91	671	632	1.394
Karlsruhe	75	575	473	1.123
Bergen	70	214	349	633
Munich	79	173	226	478
Culham	51	20	258	329
	<u>1.117</u>	<u>4.258</u>	<u>4.374</u>	<u>11.567</u>

Corps enseignant au 1er janvier 1975

Luxembourg	157
Bruxelles I	121
Bruxelles II	115
Nol	37
Varèse	113
Karlsruhe	75
Bergen	57
Munich	50
Culham	57
	<u>775</u>

Le nombre des vacataires des Ecoles européennes a augmenté régulièrement. En 1972, 117 candidats se sont présentés aux épreuves du baccalauréat européen, 572 candidats ont été reçus. Depuis 1959, date de la première session du baccalauréat européen, 2.400 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes.

Après des indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

*

*

*

Répartition des élèves par cycle d'études
au 1er janvier 1983

	<u>Maternel</u>	<u>Primaire</u>	<u>Secondaire</u>	<u>Total</u>
Luxembourg	288	1.002	1.258	2.548
Bruxelles I	132	821	1.522	2.475
Bruxelles II	124	706	909	1.739
Mol	61	256	502	819
Varese	81	431	852	1.364
Karlsruhe	75	438	470	983
Bergen	70	214	369	653
Munich	29	170	224	423
Culham	55	220	268	543
	915	4.258	6.374	11.547

Corps enseignant au 1er janvier 1983

Luxembourg	157
Bruxelles I	181
Bruxelles II	113
Mol	80
Varese	111
Karlsruhe	75
Bergen	57
Munich	36
Culham	58
	868

Le nombre des bacheliers des Ecoles européennes a augmenté régulièrement. En 1982, 619 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen : 572 candidats ont été reçus. Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 5.400 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes.

Après ces indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

*

*

*

I. ELARGISSEMENT DES ECOLES EUROPEENNES

La section grecque qui a été ouverte dans les Ecoles européennes de Luxembourg et de Bruxelles I continue à se développer normalement à l'Ecole européenne de Bruxelles I. A Luxembourg cependant les élèves grecs restent peu nombreux. Je suis heureux de pouvoir confirmer que l'intégration de la nouvelle section se fait dans de bonnes conditions et ne pose pas de difficultés particulières.

Je tiens à remercier une nouvelle fois la délégation grecque, et en particulier les Inspecteurs grecs, pour la collaboration constructive et fructueuse qu'ils ont apportée aux Ecoles européennes depuis l'adhésion de leur pays. Par leurs efforts ils contribuent à faire bénéficier les Ecoles européennes de l'apport culturel et pédagogique de leur pays.

*

*

*

II. NOUVELLES ECOLES EUROPEENNES

a) Ecole européenne de Bruxelles II

Le mois de juillet 1982 a été une date importante dans la vie de l'Ecole européenne de Bruxelles II, puisqu'aussi bien la première promotion de bacheliers est sortie de l'école. Sur 61 candidats, 60 ont été reçus. Il s'agit d'un résultat remarquable pour lequel je voudrais féliciter le Directeur, les enseignants et les élèves. Je suis heureux de constater que la croissance très rapide de l'Ecole européenne de Bruxelles II, qui est déjà la troisième Ecole européenne d'après le nombre des élèves, s'est faite de pair avec le développement d'un enseignement de qualité.

b) Ecole européenne de Munich

La croissance de l'Ecole européenne de Munich, créée en novembre 1977, connaît une certaine accélération. L'Ecole compte 423 élèves et pour la rentrée de septembre 1983, près de cinq cents élèves sont attendus.

L'Ecole européenne de Munich, qui lors de son ouverture fonctionnait avec deux sections linguistiques, en compte quatre. J'espère que l'Ecole de Munich deviendra dans un délai raisonnable une Ecole européenne bien étoffée avec cinq ou six sections linguistiques.

En juillet 1984 une première promotion d'élèves de l'Ecole européenne de Munich subira les épreuves du baccalauréat européen. C'est une date importante pour la jeune école, qui espère à cette occasion recueillir le fruit des efforts entrepris depuis six ans.

La croissance de l'Ecole européenne de Munich n'est sans doute pas aussi importante qu'on l'avait cru au départ, mais son développement se fait dans de bonnes conditions qui laissent bien augurer de son avenir.

c) Ecole européenne de Culham

L'Ecole européenne de Culham, qui a été ouverte en septembre 1978, continue à connaître un développement très rapide. Après quatre mois de fonctionnement elle comptait déjà 91 élèves. En janvier 1980, 1981, 1982 et 1983, elle en accueillait respectivement 245, 402, 475, 543 et, pour septembre 1983, elle en attend plus de 600. Si sa croissance a été et reste très rapide, il se confirme que le nombre d'élèves qu'elle accueillera lorsque son développement sera achevé ne dépassera pas les 650 élèves. Ces chiffres correspondent d'ailleurs aux prévisions faites lors de sa création. L'Ecole européenne de Culham restera donc une école de dimension réduite avec les avantages et les inconvénients que cela comporte.

En juillet 1982 des élèves de l'Ecole européenne de Culham ont participé pour la première fois aux épreuves du Baccalauréat européen. Les résultats ont été excellents, puisque les huit candidats qui se sont présentés ont été reçus. A cette occasion je voudrais adresser mes plus vives félicitations à la Direction, aux professeurs et aux bacheliers eux-mêmes, qui ont cueilli à cette occasion les premiers fruits de leur travail.

★

★

★

III. PROBLEMES DE LOCAUX

Pour l'ensemble des Ecoles européennes, la plupart des problèmes de locaux ont trouvé une solution au cours des dernières années ou sont sur le point d'en trouver une. Je me réfère à cet égard aux rapports présentés par Messieurs les Directeurs lors de la réunion du Conseil supérieur de décembre 1982.

Je me contenterai d'évoquer ici les problèmes de l'Ecole européenne de Karlsruhe, qui a depuis plusieurs années un besoin de locaux supplémentaires urgent et croissant. Je suis conscient de la situation financière difficile de tous les Etats-membres et je comprends dès lors qu'il n'est pas facile de trouver les moyens budgétaires nécessaires pour de nouvelles constructions scolaires. Je me permets néanmoins de faire appel à la délégation allemande pour qu'elle insiste auprès des autorités responsables pour que l'Ecole européenne de Karlsruhe obtienne les locaux dont elle a besoin.

*

*

*

IV. PROBLEMES JURIDIQUES

a) Protocole additionnel au Protocole concernant la création d'Ecole européennes

Le Protocole additionnel au Protocole concernant la création d'Ecoles européennes a été signé à Luxembourg par les représentants des Etats-Membres des Communautés européennes le 15 décembre 1975.

Ce Protocole permet la création de l'Ecole européenne de Munich.

La procédure de ratification est au même point que l'an dernier, une délégation n'ayant pas encore signalé que la procédure de ratification avait abouti.

b) Accord relatif à la modification du Règlement du Baccalauréat

En mai 1982, le Conseil supérieur a approuvé en ce qui le concerne une révision du Règlement du Baccalauréat européen. Le texte du projet d'Accord relatif à cette modification sera transmis dans les prochains jours au gouvernement luxembourgeois en sa qualité de dépositaire du Statut de l'Ecole européenne. Il appartiendra alors au gouvernement luxembourgeois de convoquer les plénipotentiaires des Etats-Membres pour qu'ils signent le nouvel Accord ainsi qu'un Accord d'application provisoire.

c) Accord entre le gouvernement du Royaume-Uni et le Conseil supérieur

L'Accord entre le gouvernement du Royaume-Uni et le Conseil supérieur n'a pas encore pu être conclu, parce que deux problèmes n'ont pas encore trouvé de solution : celui de l'inviolabilité des bâtiments de l'Ecole européenne de Culham et surtout celui de l'imposition des traitements des enseignants britanniques.

Ce dernier problème a été soumis à une juridiction britannique. Celle-ci avant de se prononcer souhaite obtenir la position de la Cour de Justice des Communautés européennes sur quelques questions fondamentales.

d) Exonération de la TVA pour les Ecoles européennes de Varese,
de Karlsruhe et de Munich

Les Ecoles européennes de Varese, de Munich et de Karlsruhe ne sont pas encore exonérées du paiement de la TVA. A la suite d'observations de la Cour des Comptes, ce problème a été soumis au Conseil supérieur au cours de sa réunion des 10 et 11 décembre 1980. Au cours de cette réunion les délégations allemande et italienne ont signalé qu'on élaborait des textes légaux en vue d'exonérer les Ecoles européennes du paiement de la TVA.

La Cour des Comptes a insisté une nouvelle fois pour que les mesures d'exonération soient prises très rapidement. Elle invite l'Allemagne et l'Italie à s'aligner sur les autres Etats-Membres qui abritent des Ecoles européennes. Elle m'a fait connaître qu'à son avis chacun des deux pays concernés devait prendre les mesures nécessaires sans créer entre eux un lien de simultanéité dans la décision. Elle rappelle que les autres Etats-Membres ont arrêté chacun de son côté les dispositions voulues sans attendre les décisions des partenaires.

*

*

*

V. PROBLEMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

a) Statut du personnel enseignant

Par règlement du 21 juin 1982, le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié les coefficients correcteurs applicables aux différents sièges.

Conformément à l'article 23 du Statut du personnel enseignant, les nouveaux coefficients correcteurs ont été également appliqués aux enseignants avec effet au 1er janvier 1982.

	Coefficients appliqués du 1/7 au 31/12/81	Coefficients appliqués à partir du 1/1/1982
Belgique	100	103,3
République Fédérale d'Allemagne	99,5	100,5
Italie	33,6	39,0 (1)
Grand-Duché de Luxembourg	100	103,3
Pays-Bas	96,7	98,1
Royaume-Uni	100,1	102,9

A la suite d'un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes, le Conseil des Ministres des Communautés européennes a décidé d'adapter à compter du 1er juillet 1980 les rémunérations des fonctionnaires des Communautés européennes, en accordant une augmentation nette de 4,7 % des traitements au lieu de l'augmentation de 1.591 FB accordée précédemment. Sur proposition du Comité administratif et financier, le Conseil supérieur a décidé, par la voie de la procédure écrite, de transposer cette mesure dans le Statut du personnel enseignant des Ecoles européennes.

A la suite de l'adaptation annuelle des rémunérations des fonctionnaires des Communautés européennes, le Comité administratif et financier a soumis au Conseil supérieur, par la voie de la procédure écrite, des propositions relatives aux émoluments du personnel enseignant des Ecoles européennes et au traitement du Représentant du Conseil supérieur.

(1) Pour l'Italie, le nouveau coefficient est applicable à partir du 16 novembre 1981.

Si aucune délégation ne formule d'objection, ces propositions seront approuvées à la date du 10 mai 1983.

Conformément au Règlement du Conseil des Ministres des Communautés européennes du 21 février 1982, l'entrée en vigueur de ces propositions s'accompagnera de la modification suivante des coefficients correcteurs applicables aux différents sièges avec effet au 1er juillet 1982 :

Belgique	100
Allemagne	113,9
Italie	39,7
Grand-Duché de Luxembourg	100
Pays-Bas	107,9
Royaume-Uni	106,7

b) Contrôle interne des Ecoles européennes

Au cours de sa réunion des 10 et 11 décembre 1981, le Conseil supérieur a décidé de créer un poste de contrôleur interne, suivant les souhaits exprimés par la Cour des Comptes et le Parlement européen.

Par procédure écrite ayant abouti le 1er septembre 1982, le Conseil supérieur a nommé Monsieur Pierre VILVERMAN comme Contrôleur interne des Ecoles européennes. Monsieur VILVERMAN a pris ses fonctions le 15 septembre 1982. Conformément au mandat reçu, il élabore un manuel des procédures comptables. Il a pris des contacts avec les fonctionnaires de la Cour des Comptes afin de pouvoir tenir compte dans son travail de leurs avis et de leurs souhaits.

c) Article 10 du Règlement financier

L'article 10 du Règlement financier des Ecoles européennes prévoit que les Directeurs soumettent mensuellement aux Conseils d'administration une situation de trésorerie et trimestriellement une situation détaillée des crédits et des dépenses.

La périodicité prévue à l'article 16 ne correspond pas au rythme des réunions des Conseils d'administration. L'application stricte des dispositions ci-dessus aurait pour conséquence de présenter souvent aux Conseils d'administration des situations dépassées et donc peu utilisables. Aussi les Directions ont-elles pris l'habitude de présenter aux Conseils d'administration des situations arrêtées peu de temps avant la date de la réunion.

La Cour des Comptes a constaté que cet usage n'est pas conforme au Règlement financier. Elle souhaite que si le Conseil supérieur approuve cet usage, le Règlement financier soit adapté en conséquence.

Je prie le Conseil supérieur de bien vouloir donner au Comité administratif et financier le mandat d'étudier la question ci-dessus.

* * *

VI. PROBLEMES PEDAGOGIQUES

a) Réforme de l'école primaire

La Commission de réforme poursuit, sous la présidence de Monsieur l'Inspecteur Général POLLENTIER, un travail considérable pour résoudre les problèmes que pose la mise en application de la réforme. Le Conseil supérieur a déjà approuvé au cours de ses dernières sessions des propositions importantes qui lui sont soumises par le Comité pédagogique de l'école primaire après travail préparatoire du Comité de réforme.

Je voudrais, une nouvelle fois, remercier chaleureusement le Comité de réforme et son Président, Monsieur l'Inspecteur Général POLLENTIER.

b) Réforme de l'école secondaire

Le Comité de réforme de l'école secondaire a accompli au cours des derniers mois une masse de travail prodigieuse, sur laquelle je voudrais attirer l'attention du Conseil supérieur.

La réforme des 1ère, 2ème, 3ème, 4ème et 5ème années est entrée dans les faits. La réforme de la 6ème année sera introduite dans les classes en septembre prochain.

C'est l'introduction de la réforme dans les classes supérieures qui a exigé un travail préparatoire d'une ampleur exceptionnelle. C'est ainsi que le Comité de réforme soumet au Conseil supérieur de mai 1983 :

- un projet de Règlement d'application pour le Règlement du Baccalauréat européen,
- un projet de dispositions réglementaires relatives au passage de 5ème en 6ème année,
- + 25 programmes et leurs traductions touchant les différentes matières enseignées dans les deux dernières classes.

Si le Conseil supérieur approuve ces propositions, la réforme pourra être introduite en 6ème année en septembre prochain.

En outre le Comité de réforme a examiné un certain nombre de programmes de cours complémentaires que les différentes Ecoles lui avaient soumis. Il en a approuvé une partie. Il a aussi donné des directives aux Ecoles pour l'élaboration de ce type de programmes.

Je voudrais rendre cette année un hommage tout particulier au Comité de réforme de l'enseignement secondaire et à son infatigable Président, Monsieur l'Inspecteur Général DETHIER, pour les efforts qu'ils ont faits en vue de maîtriser la lourde tâche qui leur était imposée, pour la volonté d'aboutir à des résultats concrets dont ils ne se sont jamais départis et pour l'esprit collégial de collaboration dont ils ont fait preuve.

★

★

★

VII. TRAVAIL DES COMITES DE PREPARATION

Le Comité pédagogique et le Comité administratif et financier poursuivent la mission difficile et importante qui leur a été confiée. Ils constituent un rouage essentiel nécessaire au bon fonctionnement des Ecoles européennes. Chacun des deux Comités, tout en s'attachant particulièrement au point de vue qu'il doit défendre, a le souci de l'intérêt de l'Institution elle-même. Il est souhaitable que chacun des deux Comités, tout en mettant l'accent sur ses préoccupations propres, tienne compte en même temps des soucis de l'autre. C'est ainsi qu'il est souhaitable que le Comité pédagogique s'inquiète des conséquences financières de ses propositions et que le Comité administratif et financier tienne compte des besoins d'un enseignement efficace.

La préparation des propositions soumises au Conseil supérieur représente un travail considérable qui croît d'année en année. Le Comité pédagogique et le Comité administratif et financier constituent les auxiliaires indispensables au déroulement fructueux des réunions du Conseil supérieur.

Le nombre et l'importance des points A de la réunion du Conseil supérieur de mai 1983 sont une illustration du rôle capital des Comités préparatoires et du sérieux et de l'efficacité de leur action. Je crois pouvoir interpréter le souhait du Conseil supérieur tout entier, en leur adressant ici de très chaleureux remerciements pour leur collaboration.

*

*

*

VIII. PROBLEMES DIVERS

a) Bulletin pédagogique

Le Bulletin pédagogique continue à paraître régulièrement. En général quatre à cinq numéros sont publiés par an. Je crois que cette brochure rend un service réel aux Ecoles européennes, en assurant une fonction d'information indispensable et en offrant aux enseignants une tribune pour échanger leurs vues.

Dans le cadre de sa mission d'information le Bulletin pédagogique sera appelé à publier dans les prochains mois les nombreux programmes qui sont soumis à l'approbation du Conseil supérieur.

b) Réunions des Conseils interscolaires

Cette année a été une période d'activité particulièrement intense pour les Conseils interscolaires. Ceux-ci ont tenu de très nombreuses réunions au cours desquelles un travail important a été accompli dans l'intérêt de l'ensemble des Ecoles européennes. Ils ont eu la lourde tâche de préparer la révision des programmes qui ont été soumis au Comité de réforme et au Conseil supérieur. Ils ont apporté ainsi une contribution appréciable à la mise en application de la réforme. Je tiens à les remercier pour leur travail efficace, accompli en peu de temps dans des conditions parfois difficiles.

*

*

*

Arrivé au terme de ce rapport, je tiens, comme dans mes rapports précédents, à exprimer ma gratitude à tous ceux qui contribuent au bon fonctionnement des Ecoles européennes. Je tiens à exprimer ma gratitude à la Commission des Communautés européennes et à son représentant auprès du Conseil supérieur pour le soutien qu'ils apportent aux Ecoles européennes depuis leur création. Je tiens à les remercier aussi pour l'aide efficace qu'ils apportent depuis de très nombreuses années au Secrétariat du Conseil supérieur, en assurant la traduction des documents et leur reproduction, en mettant à sa disposition des salles pour les réunions et en lui assurant le concours d'interprètes de qualité. Je voudrais remercier les Directeurs pour la compétence et la conscience professionnelle avec lesquelles ils dirigent les Ecoles européennes et pour leur volonté de contribuer au rayonnement des Ecoles européennes et par delà celles-ci au développement de l'Europe. Je tiens évidemment à remercier les enseignants eux-mêmes qui jour après jour assurent la formation et l'éducation des jeunes gens et des jeunes filles qui fréquentent les Ecoles européennes. Je sais qu'ils sont conscients de leurs grandes responsabilités et qu'ils mettent tout en oeuvre pour donner à leurs élèves un enseignement de qualité répondant aux besoins du monde dans lequel ils doivent s'insérer. Mes remerciements très cordiaux vont aussi aux Associations de parents d'élèves, qui constituent un rouage important de la communauté scolaire et qui font preuve dans les différentes réunions d'un esprit constructif et d'une volonté de collaboration qui les honorent. Je tiens à adresser mes remerciements les plus sincères au Comité du personnel qui s'acquitte d'une mission importante et souvent délicate. Il constitue un rouage de transmission irremplaçable entre les différents Conseils et Comités et les enseignants. Il fait connaître au Conseil supérieur les vœux des collègues et les défend avec ardeur et courtoisie. Enfin je remercie les gouvernements et leurs délégations qui accordent aux Ecoles européennes un soutien permanent et leur permettent ainsi de s'acquitter de leur mission éducative dans les meilleures conditions.

M. SCHMIT